

## **Postulat socialiste AGR 20.153**

### **Intervention groupe**

Monsieur le Président, Chère et chers collègues,

J'imaginai bien qu'une telle proposition susciterait des oppositions d'une partie de cet hémicycle. Je peux même entendre, par anticipation, l'un ou l'autre argument des opposants, des arguments du type « Voilà bien une proposition de la gauche qui veut des dépenses supplémentaires qui entraîneront de nouvelles charges dans une économie déjà mise à mal par la crise ».

C'est évidemment un argument qui ne me surprendrait pas. Et pourtant j'aurais envie d'inviter mes collègues de droite à regarder cette proposition autrement que pour une proposition d'une gauche qui veut augmenter les dépenses. La crise que nous vivons n'a-t-elle pas révélé les bénéfices mais aussi les failles de notre système de protection sociale ? Depuis le début de notre session plusieurs interventions cherchant à pallier à tel ou tel besoin nous démontrent que oui, il y a des failles.

Depuis plusieurs mois, nous voyons comment sont sollicités les RHT ou encore les allocations chômage. Le Conseil fédéral a développé une prestation sociale urgente par les APG. Le Conseil fédéral et les cantons déploient un certain nombre de mesures par le biais de prêts et/ou d'aides à fonds perdu. Bien entendu on peut se réjouir de ces mesures et de la réactivité de l'Etat pour répondre aux besoins.

Mais tout cela ne suffit pas et de nombreuses personnes passent entre les mailles du filet. Les représentants du monde de la restauration qui étaient présents hier pour nous accueillir et pour partager, parfois même avec beaucoup d'émotion, la situation particulièrement difficile dans laquelle ils se trouvent parce qu'ils passent entre les mailles du filet ordinaire et du filet d'urgence déployé ces derniers mois, en constituent un bon exemple.

N'est-ce pas justement une illustration que notre filet de protection sociale de base a des manques et que nous devons analyser les opportunités de le renforcer ?

L'assurance générale du revenu n'est pas, comme je l'ai précisé dans le développement écrit, un revenu de base inconditionnel versé à tout le monde indépendamment de la situation. Non c'est bien d'une assurance dont il s'agit, une assurance subsidiaire aux autres assurances sociales

telles que l'AI ou l'assurance chômage par exemple. C'est une assurance qui viendrait combler certaines failles de notre système.

Certes, dans une situation extraordinaire telle que celle que nous vivons, il serait excessif de considérer que l'AGR comblerait toutes les failles, mais elle représenterait un pilier complémentaire de notre système qui permettrait d'élargir la couverture des besoins de protection.

L'idée d'une AGR n'est par ailleurs pas une lubie des socialistes neuchâtelois. D'autres propositions de ce type sont à l'étude, par exemple dans le canton de Vaud. Ce sujet est également réfléchi sur un plan national pas seulement par des politiques. Mais aussi par les milieux actifs dans la lutte contre la pauvreté ou auprès des travailleurs précaires.

D'aucuns diront peut-être que le sujet est intéressant mais qu'il n'est pas de compétence cantonale. Certes il est évident qu'un débat national sur une assurance générale du revenu serait intéressant. Mais sur un plan légal rien ne dit qu'un canton ne peut pas être précurseur d'une telle démarche. En tous les cas c'est ce que le postulat, qui est une demande d'étude, permettra d'établir.

En conséquence, je vous invite à soutenir cette proposition. Parce que renforcer le filet de solidarité sociale n'est pas contraire à la responsabilité individuelle. Au contraire cela contribuera à la pleine participation de chacun-e à la vie de la communauté et rendra notre canton plus solide face aux crises.

<https://www.domainepublic.ch/articles/36840>